



# **CAHIER DES CLAUSES** **ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

Maître de l'ouvrage :

**MAIRIE D'AVERMES**

Objet du marché :

**REHABILITATION ET EXTENSION  
DE L'ANCIEN PRESBYTERE LOT 8 CARRELAGE  
FAIENCE**

Maître d'œuvre :

<b>Architecte : METRE CARRE – 03 000 MOULINS</b>
<b>Fluides - Economie de la construction : BET SEQUOIA- 03 000 MOULINS</b>
<b>Ingénierie : CHEVRIER – 03 000 MOULINS</b>
<b>Etudes Energies Services : IGETEC – 03 390 MONTMARAULT</b>

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>4</b>
1.1 - OBJET DU MARCHÉ - EMPLACEMENTS	4
1.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	4
1.3 - MAITRISE D'ŒUVRE	4
1.4 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	5
<b>ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 3 : PRIX DU MARCHÉ</b>	<b>5</b>
3.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX	5
3.2 - MODALITES DE VARIATION DES PRIX	5
3.3 - REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES	6
3.4 - PRECISIONS SUR LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	6
<b>ARTICLE 4 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE</b>	<b>7</b>
4.1- GARANTIE FINANCIERE	7
4.2- AVANCE	7
<b>ARTICLE 5 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES</b>	<b>7</b>
5.1 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES ET PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	7
5.2 - APPROVISIONNEMENTS	8
5.3 - TRANCHES CONDITIONNELLES	8
5.4 - PAIEMENT DES COTRITANTS ET DES SOUS-TRITANTS	8
<b>ARTICLE 6 : DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES</b>	<b>9</b>
6.1 - DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX	9
6.2 - PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION	9
6.3 - PENALITES POUR RETARD - PRIMES D'AVANCE	9
6.4 - AUTRES PENALITES	9
<b>ARTICLE 7 : CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS</b>	<b>10</b>
7.1 - PROVENANCE, QUALITE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	10
7.2 - VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS	10
<b>ARTICLE 8 : IMPLANTATION DES OUVRAGES</b>	<b>10</b>
8.1 - PIQUETAGE GENERAL	10
8.2 - PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS, ENTERRES, SUBAQUATIQUES OU AERIENS	10
<b>ARTICLE 9 : PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX</b>	<b>10</b>
9.1 - PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX	10
9.2 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER	11
9.3 - PLAN D'ASSURANCE QUALITE	11
<b>ARTICLE 10 : ETUDES D'EXECUTION</b>	<b>11</b>

<b>ARTICLE 11 : INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER</b>	<b>11</b>
11.1 - INSTALLATIONS DE CHANTIER	11
11.2 - EMPLACEMENTS MIS A DISPOSITION POUR DEBLAIS	11
11.3 - SIGNALISATION DES CHANTIERS	12
11.4 - APPLICATION DE REGLEMENTATIONS SPECIFIQUES	12
<b>ARTICLE 12 : DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER</b>	<b>12</b>
12.1 - GESTION DES DECHETS DE CHANTIER	12
12.2 - REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	12
12.3 - ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX	12
12.4 - DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION	12
12.5 - TRAVAUX NON PREVUS	13
<b>ARTICLE 13 : RECEPTION DES TRAVAUX</b>	<b>13</b>
13.1 - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA RECEPTION	13
13.2 - RECEPTION PARTIELLE ET PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE	13
13.3 - MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES	13
13.4 - DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	13
<b>ARTICLE 14 : GARANTIES ET ASSURANCES</b>	<b>13</b>
14.1 - DELAIS DE GARANTIE	13
14.2 - GARANTIES PARTICULIERES	13
14.3 - ASSURANCES	14
<b>ARTICLE 15 : RESILIATION DU MARCHE</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 16 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX</b>	<b>14</b>

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

### Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales

#### 1.1 - Objet du marché - Emplacements

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent les marchés de travaux en vue **de la RÉHABILITATION ET EXTENSION DE L'ANCIEN PRESBYTERE LOT 8 CARRELAGE FAIENCE.**

**Lieu(x) d'exécution :** AVERMES

#### Dispositions générales :

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Charges.

Le présent contrat est soumis aux obligations du Décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution. Ce texte prévoit notamment l'envoi des déclarations de travaux (DT) et des déclarations d'intention de commencement des travaux (DICT).

#### 1.2 - Décomposition en tranches et lots du marché initial

Les travaux sont répartis en 10 lots :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>	
1	GROS OEUVRE VRD	SARL VIERA
2	CHARPENTE BOIS	ROSSIGNOL
3	COUVERTURE ETANCHEITE	BOURRASSIER
4	MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM et BOIS	METALUVER
5	MENUISERIE INTERIEURE BOIS	MBM
6	PLATRERIE PEINTURE	BONGLET
7	SOLS SOUPLES	DUCELLIER
8	CARRELAGE FAÏENCE	
9	ELECTRICITE	DESMERCIERES
10	CHAUFFAGE CLIMATISATION VENTILATION PLOMBERIE SANITAIRE	RDB ENERGIE

#### 1.3 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

<b>Architecte</b>  <b>METRE CARRE</b> 19 rue Paul BERT 03000 MOULINS	<b>Fluides – Economie de la construction</b>  <b>BET SEQUOIA</b> 2, rue louis Blanc 03 000 MOULINS	<b>INGENIERIE</b>  <b>CHEVRIER</b> 206 bd de Nomazy 03 000 MOULINS	<b>Etudes Energies Services</b>  <b>IGETEC</b> ZA Grand Champ 03 390 MONTMARAULT
--	--	--	--

Le mandataire de l'équipe de maîtrise d'œuvre est **le Cabinet Mètre CARRE.**



#### 1.4 - Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

### **Article 2 : Pièces constitutives du marché**

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat,
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé,
- Les cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) à accepter sans aucune modification daté et signé,
- La décomposition du prix global forfaitaire dûment complétée,
- Mémoire méthodologique précisant les moyens matériels et humains affectés à l'opération, les matériaux mis en œuvre (documentation technique) et une note méthodologique succincte précisant le déroulement des travaux,

### **Article 3 : Prix du marché**

#### 3.1 - Caractéristiques des prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire, pour chacun des lots selon les stipulations de l'acte d'engagement.

- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.
- en tenant compte des dépenses communes de chantier mentionnées au présent C.C.A.P.

#### 3.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de mars (mois zéro).

Les prix sont fermes actualisables par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$C_n = I(d-3)/I_0$$

dans laquelle I<sub>0</sub> et I<sub>d-3</sub> sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois d-3 par l'index de référence I, sous réserve que le mois d du début du délai contractuel d'exécution des travaux soit postérieur de plus de trois mois au mois zéro.

L'index de référence I, publiés au Moniteur des Travaux Publics ou au Ministère de l'Ecologie du Développement durable, des Transports et du Logement, est l'index suivant :

Lot 8 CARRELAGE FAIENCE BT09

### 3.3 - Répartition des dépenses communes

Pour l'application de l'article 10.1 du C.C.A.G.-Travaux, les dispositions suivantes seront retenues :

Les dépenses indiquées ci-après font l'objet d'une répartition forfaitaire, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'un titulaire ou d'un groupe de titulaires déterminé :

- Nettoyage du bureau de chantier et des installations communes d'hygiène
- Chauffage du chantier
- Frais de nettoyage, de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés, dans les cas suivants :  
l'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert ;  
les dégradations et les détournements ne peuvent être imputés au titulaire d'un lot déterminé ;  
la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.
- Consommation d'eau, d'électricité et de téléphone

Le titulaire désigné pour la gestion du compte prorata est le titulaire du lot 1: Gros Œuvre. Il procède au règlement des dépenses correspondantes, mais il peut demander des avances aux autres titulaires. En fin de chantier, il effectuera la répartition des dites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque entreprise.

Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les titulaires lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

Si le marché relatif à un lot, autre que celui ou ceux des titulaires affectés à la garde du chantier, est résilié par application des articles 47 ou 49 du C.C.A.G.-Travaux ; la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par le titulaire défaillant devra être assurée par le(s) titulaire(s) du ou des lots n° 2 et ce jusqu'à la désignation d'un nouveau titulaire.

### 3.4 – Précisions sur les dépenses de fonctionnement

Les charges temporaires de voirie et de police incombent au lot n°2.

Pour le nettoyage de chantier :

- L'entrepreneur doit le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé ;
- L'entrepreneur a la charge du tri de ses déchets de chantier conformément à la législation en vigueur et de leur évacuation jusqu'aux lieux de stockages temporaires fixés par le SOSED ;

- L'entrepreneur titulaire du lot 1 du marché initial doit assurer le stockage temporaire l'évacuation et l'élimination des déchets de chantier de l'ensemble des lots, conformément à la législation en vigueur et au SOSED. Il coordonne la mise en œuvre des différents SOSED notamment par la mise à disposition des bennes de stockages ou autres dispositifs et leur rotation.
- L'entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées et en particulier des existants sur lesquels il intervient.

En cas de non-respect de ces exigences, le maître d'œuvre se réserve la possibilité, sur simple demande en rendez-vous de chantier non suivie d'effet dans la semaine suivante, de faire intervenir aux frais des entreprises défaillantes, le titulaire du lot n°1 du marché initial ou une entreprise de nettoyage extérieure.

## **Article 4 : Clauses de financement et de sûreté**

### 4.1- Garantie financière

Une **retenue de garantie de 5,00 %** du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque avance par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être **remplacée** au gré du titulaire par une **garantie à première demande**, constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché. Il ne sera par contre pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

### 4.2- Avance

Sans objet

## **Article 5 : Modalités de règlement des comptes**

### 5.1 - Modalités de règlement des comptes et présentation des demandes de paiement

#### **A) Décomptes et acomptes périodiques :**

Les projets de décompte sont présentés conformément au modèle qui est remis au titulaire lors de la notification du marché :

Les comptes sont réglés mensuellement, suivant les dispositions de l'article 13.1, 13.21 et 13.22 du CCAG

#### **B) Décompte final :**

A l'achèvement des travaux, le titulaire réalisera son décompte final indiquant les quantités totales de prestations réellement exécutées et donc le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre.

Ce projet, mentionné au C.C.A.G.-Travaux, est établi dans les mêmes conditions que les projets de décompte mensuel, sauf qu'il n'y figure pas de quantités estimées, d'approvisionnements, d'avances, ni de valeurs provisoires.

Ce projet est ensuite envoyé au représentant de la maîtrise d'oeuvre qui, après l'avoir accepté ou rectifié, le transmet pour traitement au Maître d'Ouvrage.

Ce dernier édit alors le décompte général tel que défini à l'article 13.41 du C.C.A.G.-Travaux.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

### 5.2 - Approvisionnements

En dérogation de l'article 11.3 du C.C.A.G.-Travaux, les approvisionnements ne pourront pas faire l'objet d'une demande de paiement.

### 5.3 - Tranches conditionnelles

Sans objet.

### 5.4 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants

La déclaration de sous-traitance annexée au marché, précise tous les éléments de l'article R2193-1 du Code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.
- Modalités de paiement des sous-traitants directs :
  - ♦ Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
  - ♦ Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
  - ♦ Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
  - ♦ Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
  - ♦ Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
  - ♦ Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
  - ♦ Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
  - ♦ En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

- Modalités de paiement direct des cotraitants :



- ♦ En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- ♦ En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 13.5.3 du C.C.A.G.-Travaux

## **Article 6 : Délai d'exécution - Pénalités et Primes**

### 6.1 - Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux du lot 8 objet de la présente consultation est stipulé à l'acte d'engagement et s'insère dans le délai d'ensemble des travaux dont le planning du marché initial est joint en annexe de ce présent C.C.A.P.

Le délai d'exécution du marché court à compter de la notification du marché valant ordre de service au candidat retenu.

### 6.2 - Prolongation du délai d'exécution

Une prolongation des délais ne pourra être décidée que par le pouvoir adjudicateur.

Si la responsabilité en incombe aux titulaires des marchés ils supporteront seuls les frais de ce retard.

Les actions complémentaires non prévues dans le marché initial feront l'objet d'un avenant.

### 6.3 - Pénalités pour retard - Primes d'avance

Le titulaire subira, par jour de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière de

- 2/1000ème du montant HT de son marché, pour les marchés dont le montant est supérieur à 150 000 € HT,
- 300,00 Euros pour les marchés dont le montant est inférieur à 150 000 € HT,

Les pénalités seront applicables sur simple constatation du retard établie par le maître d'œuvre.

Il est précisé, par ailleurs, que le montant total des pénalités ne sera pas plafonné.

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 100,00 Euros par absence.

Le titulaire subira également, en cas de non-respect de la date limite d'achèvement de chacune des phases mais aussi du délai global d'exécution des travaux contractuels, une pénalité forfaitaire de 1 000,00 Euros.

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 6.4 –Autres pénalités

- Pénalités pour non levée d'une réserve mentionnée lors de la réception : 150 Euros par jour de retard.

- Pénalités pour non fourniture des documents demandés par le maître d'œuvre lors de la période de préparation : 150 Euros par jour de retard.
- Pénalités pour non fourniture des documents demandés par le maître d'œuvre lors de l'exécution des travaux : 150 Euros par jour de retard.
- Pénalités pour non fourniture des dossiers d'ouvrages exécutés : 150 Euros par jour de retard.

## **Article 7 : Caractéristiques des matériaux et produits**

### 7.1 - Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

### 7.2 - Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Sans objet.

## **Article 8 : Implantation des ouvrages**

Les opérations de piquetage sont effectuées contrairement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par le(s) titulaire(s) du ou des lots n° 2.

Le coût du piquetage est compris dans les prix du marché

### 8.1 - Piquetage général

Le piquetage général n'a pas encore été effectué. Il sera effectué contrairement, suivant le degré de précision indiqué au cahier des charges, dans les conditions de l'article 27.2.3 du C.C.A.G.-Travaux.

### 8.2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué contrairement avec le maître d'œuvre qui aura convoqué les exploitants des ouvrages dans les conditions de l'article 27.3 du C.C.A.G.-Travaux.

Le titulaire devra effectuer une déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) auprès des exploitants de réseaux au moins 9 jours avant la date de commencement des travaux.

Si les travaux débutent plus de trois mois après la réception du récépissé de la DICT, une nouvelle déclaration devra être effectuée auprès des exploitants de réseaux. Si les travaux s'exécutent sur une durée supérieure à six mois, le titulaire devra soit prévoir des réunions de chantier avec les exploitants de réseaux, soit effectuer une nouvelle DICT.

Le titulaire est chargé de maintenir en bon état le piquetage.

## **Article 9 : Préparation et Coordination des travaux**

### 9.1 - Période de préparation - programme d'exécution des travaux

Il n'est pas fixé de période de préparation des travaux compte tenu qu'elle a eu déjà eu lieu pour une durée de 30 jours du 17/07/2023 au 08/09/2023.

Le maître d'œuvre, a élaboré, le phasage initial des travaux énoncé à l'article 6.1 du présent document.

Un programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations du chantier et des ouvrages provisoires prévues à l'article 28.2 du C.C.A.G.-Travaux est établi et présenté au visa du maître d'œuvre, par les soins du titulaire.

### 9.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

#### **A) Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants**

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

#### **B) Locaux pour le personnel**

Le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 150,00 Euros, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais fixés par l'article 9 du présent document.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

### 9.3 - Plan d'assurance qualité

Il n'est pas prévu de plan d'assurance qualité.

## **Article 10 : Etudes d'exécution**

Les plans d'exécution des ouvrages sont établis par le Maître d'œuvre.

Ils ne comprennent pas la PAC : *(nomenclatures, façonnages, calepinage, quantités à commander / calculs et détails des assemblages, des scellements et des appuis / dispositifs de réglage, de calage, de montage sur chantier / tronçonnage, pièces de transformation, assemblages, détails de raccordement des appareillages, suspensions, accrochages, dispositifs de dilatation, calfeutrement, isolations / détails de câblage de puissance, d'automatismes, de circuit de terre et liaison équipotentielle, tracés des circuits terminaux, fourreaux, nombre et section de câbles, plans de câblage des tableaux, suspensions, accrochages, calfeutrement, socles, Schémas d'armoires électriques spécifiques, schémas de régulation et d'équilibrage, carnet de câblage, détails de câblage de puissance, d'automatismes, de circuit de terre et liaison équipotentielle....).*

## **Article 11 : Installation et organisation du chantier**

### 11.1 - Installations de chantier

Conformément à l'article 31.1 C.C.A.G.-Travaux, le titulaire du lot 2: Gros œuvre, supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

### 11.2 - Emplacements mis à disposition pour déblais

Sans objet.

### 11.3 - Signalisation des chantiers

Sans objet.

### 11.4 - Application de réglementations spécifiques

Sans objet.

## **Article 12 : Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

### 12.1 - Gestion des déchets de chantier

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ces interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

### 12.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, dans le délai de 15 jours à compter de la date de la notification de la décision de réception, les titulaires devront avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier, en particulier en ce qui concerne les conditions éventuellement décrites au présent C.C.A.P.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire responsable dans les conditions stipulées à l'article 37 du C.C.A.G.-Travaux, sans préjudice d'une pénalité de 1 000,00 Euros par jour de retard.

### 12.3 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Le Maître d'œuvre peut, après accord du Maître d'ouvrage, décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché. S'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau ou en dépenses contrôlées. S'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le Maître d'ouvrage.

En tout état de cause, si ces essais et vérifications mettent en évidence un défaut de fabrication ou une malfaçon dans l'exécution des travaux, tous les frais occasionnés par ces essais ou vérifications seront à la charge de l'entreprise sans préjudice de la remise en état et d'application des autres clauses du CCAP.

### 12.4 - Documents à fournir après exécution

Les Dossiers des Ouvrages exécutés seront remis en 3 exemplaires papiers + 1 exemplaire sur CD ROM. L'exemplaire informatique reprendra l'ensemble du dossier papier, y compris notices de fonctionnement, plans...

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés sera remis au coordonnateur S.P.S. pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (D.I.U.O.).

*Les Dossiers des Ouvrages Exécutés correspondant devront être remis un mois au plus tard après les opérations préalables à la réception, à l'exclusion des notices techniques de fonctionnement des équipements qui devront être remises le jour même des opérations préalables à la réception.*



Pour rappel, en cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le ou les titulaires, une pénalité égale à 150,00 Euros par jour de retard qui trouve son point de départ à la date de réception, sera appliquée sur les sommes dues au(x) titulaire(s).

#### 12.5 - Travaux non prévus

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un ordre de service puis d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

### **Article 13 : Réception des travaux**

#### 13.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché initial (tous lots confondus) ; elle prend effet à la date de cet achèvement ;

Le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre sont avisés par le(s) titulaire(s) du ou des lots n°2 de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés. Postérieurement à cette action la procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots considérés, comme il est stipulé à l'article 41 du C.C.A.G.

#### 13.2 - Réception partielle et prise de possession anticipée

Sans objet.

#### 13.3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

#### 13.4 - Documents fournis après exécution

Le titulaire remet au maître d'œuvre dans le délai défini ci-dessous les éléments constitutifs du DOE et les éléments nécessaires à l'établissement du DIUO qui le concerne.

Le contenu du DOE est fixé comme suit :

- Les plans d'ensemble et de détails, les plans de récolement conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire,
- Les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, les spécifications de pose, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre établis ou collectés par l'entrepreneur, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements
- Les constats d'évacuation des déchets
- Copie des attestations d'assurance Responsabilité civile et décennale du titulaire et des sous-traitants. Les documents à fournir après exécution par l'entrepreneur au maître d'œuvre, seront présentés en TROIS exemplaires papier dont un reproductible et un sur format informatique type DWG ou DXF.

### **Article 14 : Garanties et assurances**

#### 14.1 - Délais de garantie

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux.

#### 14.2 - Garanties particulières

Sans objet.

### 14.3 - Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les cotraitants, doivent justifier qu'ils ont contracté :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

### **Article 15 : Résiliation du marché**

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 3,00 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 44 et 46 du Code des marchés publics ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 46-I.1° du Code des marchés publics, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

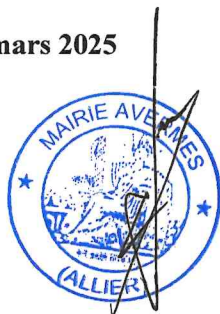
### **Article 16 : Dérogations aux documents généraux**

Les dérogations aux C.C.A.G.-Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

- L'article 5.1 déroge aux 1.1, 1.7, 1.8, 1.9, 2.2, 3.1, 3.2, 3.3 et 4.2 de l'article 13 du C.C.A.G.-Travaux
- L'article 5.2 déroge à l'article 11.3 du C.C.A.G.-Travaux
- L'article 6.3 déroge à l'article 20.1 du C.C.A.G Travaux
- L'article 9.1 déroge à l'article 28.1 du C.C.A.G Travaux
- L'article 9.2 déroge à l'article 48.1 du C.C.A.G. Travaux
- L'article 12.2 déroge à l'article 19.1 du C.C.A.G.-Travaux
- L'article 13.1 déroge à l'article 41.1 à 41.3 du C.C.A.G. Travaux

**Dressé par Jean-Luc ALBOUY**  
**Maire d'Avermes**

**Le 25 mars 2025**



**Lu et approuvé**

**(signature)**